

**CONVENTION DE CONCESSION POUR LE SERVICE PUBLIC
DU DEVELOPPEMENT ET DE L'EXPLOITATION DU RESEAU DE DISTRIBUTION
D'ELECTRICITE ET DE LA FOURNITURE D'ENERGIE ELECTRIQUE AUX TARIFS
REGLEMENTES DE VENTE**

Entre les soussignés :

- **Le Syndicat Départemental d'Énergie et d'Équipement de la Lozère**, autorité concédante du service public du développement et de l'exploitation du réseau public de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés sur son territoire, représenté par son Président, M. Jacques BLANC, dûment habilité par délibération du comité syndical du 19 décembre 2019, domicilié, 12 boulevard Henri Bourrillon, 48000 MENDE,

désigné ci-après « **l'autorité concédante** », d'une part,

et, d'autre part,

- **Enedis**, gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, société anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital social de 270 037 000 euros, dont le siège social est sis 34, place des Corolles 92079 Paris La Défense, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 444 608 442, représentée par M. Claude HARTMANN, Directeur Enedis Nord Midi-Pyrénées, agissant en vertu des délégations de pouvoirs qui lui ont été consenties le 1^{er} juin 2017 par les membres du Directoire d'Enedis, faisant éllection de domicile 5 avenue Pierre-Gilles de Gennes, CS 72020, 81012 ALBI Cedex,

désignée ci-après « **le concessionnaire** », pour la mission de développement et d'exploitation du réseau public de distribution d'électricité, ou « le gestionnaire du réseau de distribution »,

et

- **Electricité de France (EDF)**, société anonyme au capital de 1 525 484 813 euros ayant son siège social 22-30 avenue de Wagram - 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 552 081 317, représentée par M. Luc L'HOSTIS, Directeur Régional Collectivités Territoires et Solidarité Méditerranée, dûment habilité, faisant éllection de domicile au 7 rue André Allar, à Marseille Cedex 15,

désignée ci-après « **le concessionnaire** », pour la mission de fourniture d'énergie électrique aux clients bénéficiant des tarifs réglementés de vente, ou « le fournisseur aux tarifs réglementés de vente »,

Ci-après désigné(e)s ensemble par « les parties ».

EXPOSE

Le Syndicat Départemental d'Electrification et d'Equipement de la Lozère (SDEE) et Electricité de France ont signé le 1^{er} décembre 1992, pour une durée de 30 ans, une convention de concession pour le service public de la distribution d'énergie électrique sur le département de la Lozère.

Depuis la date à laquelle la convention précitée a été rendue exécutoire, de nombreuses dispositions législatives et réglementaires sont intervenues et ont modifié les activités objet de la présente convention.

A la date de la conclusion de la présente convention :

1. Le service public concédé distingue :
 - une mission de développement et d'exploitation du réseau public de distribution d'électricité ;
 - une mission de fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente aux clients raccordés au réseau public de distribution.
2. Conformément aux articles L.111-52, L.121-4 et L.121-5 du code de l'énergie, ces missions sont assurées :
 - par Enedis, pour la partie relative au développement et à l'exploitation du réseau public de distribution ;
 - par EDF pour la partie relative à la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente aux clients raccordés au réseau public de distribution.
3. L'autorité concédante de la distribution publique d'électricité et de la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente négocie et conclut le contrat de concession et exerce le contrôle du bon accomplissement des missions de service public fixées par le cahier des charges de concession.
4. La mission de développement et d'exploitation du réseau public de distribution est financée par le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité fixé par la Commission de régulation de l'énergie, en accord avec les orientations de politique énergétique définies par l'Etat, et sans préjudice des autres ressources financières prévues par les lois et règlements en vigueur. Ce tarif, unique sur l'ensemble du territoire national conformément au principe d'égalité de traitement inscrit dans le code de l'énergie, garantit une cohésion sociale et territoriale.
5. Les tarifs réglementés de vente d'électricité fixés nationalement par la Commission de régulation de l'énergie dans les conditions définies par le code de l'énergie financent la mission de fourniture d'électricité. Ces tarifs garantissent l'égalité de traitement des clients et mettent en œuvre une péréquation tarifaire au profit de l'ensemble des concessions concourant ainsi à la cohésion sociale du pays.
6. L'alimentation en électricité de la concession est assurée par l'ensemble du système électrique national dans lequel l'offre et la demande sont ajustées à tout instant, en tenant compte des contributions locales à l'équilibre national. Le réseau public de distribution d'électricité qui dessert la concession est interconnecté avec ceux situés sur les territoires des concessions limitrophes.
7. En s'inscrivant dans un cadre régulé national et en tenant compte des caractéristiques spécifiques de la distribution et de la fourniture d'électricité et des missions objet de la présente convention, Enedis et EDF mobilisent au service de la concession, chacun pour ce qui le concerne, des moyens mutualisés à la maille la plus pertinente. Cette mutualisation est un atout pour la continuité et la qualité du service concédé et l'efficacité économique de sa gestion.

8. Le dispositif contractuel défini par la présente convention repose sur un modèle national de contrat de concession dont les orientations ont été définies de façon concertée entre la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR), France urbaine, EDF et Enedis dans le cadre d'un accord cadre signé le 21 décembre 2017. Ce modèle propose un cadre cohérent avec les missions respectives des parties, y compris en ce qui concerne la répartition de la maîtrise d'ouvrage sur le réseau concédé, et équilibré quant aux droits et obligations de chacune d'entre elles.

Les parties inscrivent le service concédé, objet de la présente convention, dans le cadre national ainsi organisé. Elles affirment, en particulier, leur attachement à la péréquation tarifaire nationale et à la solidarité entre les territoires.

Les parties inscrivent également le service concédé dans le contexte territorial du périmètre de la concession, compte tenu de ses caractéristiques et de ses enjeux aussi bien pour les communes rurales que pour les communes urbaines.

Cela étant exposé, il a été convenu ce qui suit.

ARTICLE 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

L'autorité concédante concède, dans les conditions prévues par le code général des collectivités territoriales et par le code de l'énergie, au concessionnaire qui accepte, les missions de développement et d'exploitation du réseau public de distribution d'électricité et de fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente sur l'ensemble de son territoire, sans préjudice de l'exercice de la maîtrise d'ouvrage par l'autorité concédante, aux conditions du cahier des charges ci-après annexé. Le territoire de la concession est défini à l'article 3 de la présente convention.

A compter de la date à laquelle le présent contrat de concession sera exécutoire, après accomplissement par l'autorité concédante des formalités nécessaires, celui-ci se substituera sur l'ensemble du territoire de la concession et dans l'ensemble de ses dispositions, y compris celles du cahier des charges ci-après annexé et des avenants ultérieurs, au contrat de concession précédemment attribué le 1^{er} décembre 1992 à Electricité de France.

Les commentaires figurant en italique et en retrait dans le cahier des charges annexé à la présente convention font partie de celui-ci ; cette disposition ne fait toutefois pas obstacle à ce que ces commentaires soient actualisés d'un commun accord en fonction de l'évolution de la législation ou de la réglementation sans qu'il soit nécessaire d'en prendre acte par voie d'avenant.

ARTICLE 2 – CLAUSE DE REVOYURE

Sans préjudice de la faculté de réviser ponctuellement les dispositions de la présente convention, les parties se rencontreront, en vue d'examiner l'opportunité d'adapter par avenant leur situation contractuelle à d'éventuelles modifications substantielles des éléments caractéristiques de la concession, dans les circonstances suivantes :

- a) de manière systématique, tous les cinq ans ;

b) en cas d'évolution du périmètre géographique dans lequel l'autorité concédante exerce sa compétence sur la zone de desserte du concessionnaire, postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente convention, afin d'envisager les conditions d'exécution des contrats en cours, notamment, le cas échéant, le regroupement de ces derniers en un contrat unique ;

c) en cas d'établissement d'un nouveau modèle de cahier des charges ;

d) en cas d'accord national entre la FNCCR, France urbaine et Enedis tel que visé à l'article 3 de l'accord-cadre signé entre la FNCCR, France urbaine, EDF et Enedis le 21 décembre 2017, afin d'examiner à la demande de l'une ou l'autre des parties l'opportunité de modifier en conséquence la liste des investissements éligibles aux termes I et C ou leurs modalités de prise en compte dans la part R2 de la redevance ;

e) dès lors que l'autorité concédante conserve à titre définitif tout ou partie des sommes déposées par le gestionnaire du réseau de distribution pour non réalisation d'investissements inscrits dans un programme pluriannuel, au titre de deux programmes consécutifs, pour réexaminer le pourcentage appliqué pour le calcul de ces sommes ;

f) en cas de réexamen au plan national par la FNCCR et Enedis du plafond de 6 kVA prévu pour la réalisation sous la maîtrise d'ouvrage de l'autorité concédante des extensions BT en zone d'électrification rurale pour le raccordement d'installations individuelles neuves comportant simultanément de la production et de la consommation d'électricité ou du plafond de 36 kVA prévu pour la réalisation sous la maîtrise d'ouvrage de l'autorité concédante des extensions BT pour le raccordement des bâtiments publics neufs accédant pour la première fois au réseau et comportant simultanément de la production d'électricité et de la consommation ;

g) en cas de changement de circonstances non envisagé lors de la conclusion du contrat impactant durablement et significativement l'une ou l'autre des parties.

En outre les parties se rencontreront en vue d'adapter par avenant leur situation contractuelle en cas de variation de plus de 20 % à compter de la date de signature du présent contrat :

- du volume des ventes aux tarifs réglementés effectuées auprès de l'ensemble des clients de la concession ;
- des quantités d'énergie livrée auprès de l'ensemble des clients de la concession ;
- du prix moyen de vente aux tarifs réglementés du kWh sur le territoire de la concession ;
- du niveau moyen du tarif d'utilisation du réseau public de distribution sur le territoire de la concession.

ARTICLE 3 – TERRITOIRE DE LA CONCESSION

A la date de signature de la présente convention, le territoire de la concession comprend les communes dont la liste figure en annexe.

ARTICLE 4 – DROITS D'ENREGISTREMENT


La présente convention est dispensée des droits d'enregistrement. Ces droits, s'ils étaient perçus, seraient à la charge de celle des parties qui en aurait provoqué la perception.

Fait en quatre exemplaires, reliés par le procédé Assemblact RC, empêchant toute substitution ou addition et signés seulement à la dernière page de la convention,

A Mende, le 14 février 2020.

Pour l'autorité concédante,

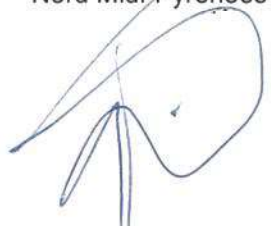
Le Président
du SDEE de la Lozère



Jacques BLANC

Pour le concessionnaire,

Le Directeur Enedis
Nord Midi-Pyrénées

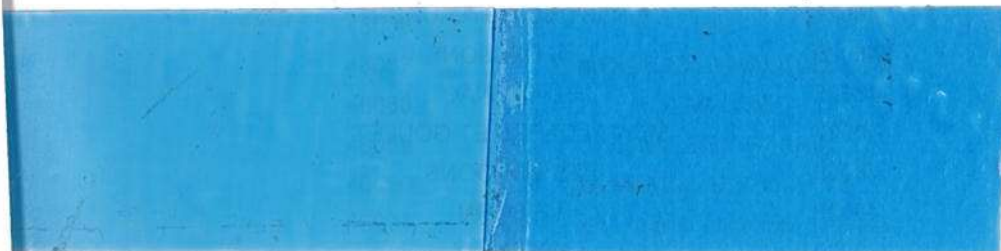


Claude HARTMANN

Le Directeur régional EDF
Collectivités Territoires et
Solidarité Méditerranée



Luc L'HOSTIS



Reçu à la Préfecture de la Lozère

Le 21 FEV. 2020

Bureau du courrier

ANNEXE
LISTE DES COMMUNES DE LA CONCESSION

INSEE	Nom de la commune
48001	ALBARET-LE-COMTAL
48002	ALBARET-SAINT-MARIE
48003	ALLENC
48004	ALTIER
48005	ANTRENAS
48007	ARZENC-D'APCHER
48008	ARZENC-DE-RANDON
48009	PEYRE-EN-AUBRAC
48010	AUROUX
48012	LES MONTS-VERTS
48013	BADAROUX
48015	PIED-DE-BORNE
48016	BALSIEGES
48017	BANASSAC-CANILHAC
48018	BARJAC
48019	BARRE-DES-CEVENNES
48020	BASSURELS
48021	LA BASTIDE-PUYLAURENT
48025	LES BESSONS
48026	BLAVIGNAC
48027	MONT LOZERE ET GOULET
48028	LES BONDONS
48029	LE BORN
48030	BRENOUX
48031	BRION
48032	LE BUISSON
48034	LA CANOURGUE
48036	CASSAGNAS
48037	CHADENET
48038	BEL-AIR-VAL-D'ANCE
48039	CHANAC
48041	CHASTANIER
48042	CHASTEL-NOUVEL
48043	CHATEAUNEUF-DE-RANDON
48044	CHAUCHAILLES
48045	CHAUDEYRAC
48046	CHAULHAC
48048	CHEYLARD-L'EVEQUE
48050	BEDOUES-COCURES
48051	LE COLLET-DE-DEZE
48053	CUBIERES
48054	CUBIERETTES
48055	CULTURES

48056	ESCLANEDES
48058	LA FAGE-MONTIVERNOUX
48059	LA FAGE-SAINT-JULIEN
48061	FLORAC TROIS RIVIERES
48063	FONTANS
48064	FOURNELS
48065	FRAISSINET-DE-FOURQUES
48067	GABRIAC
48068	GABRIAS
48069	GATUZIERES
48070	GRANDRIEU
48071	GRANDVALS
48072	GREZES
48073	LES HERMAUX
48074	HURES-LA-PARADE
48075	ISPAGNAC
48077	JULIANGES
48079	LAJO
48080	LANGOGNE
48081	LANUEJOLS
48082	LAUBERT
48083	LES LAUBIES
48085	LAVAL-DU-TARN
48086	LUC
48087	PRINSUEJOLS-MALBOUZON
48088	LA MALENE
48089	LE MALZIEU-FORAIN
48090	LE MALZIEU-VILLE
48091	MARCHASTEL
48092	MARVEJOLS
48094	MASSEGROS CAUSSES GORGES
48095	MENDE
48096	MEYRUEIS
48097	MOISSAC-VALLEE-FRANCAISE
48098	MOLEZON
48099	BOURGS SUR COLAGNE
48100	MONTBEL
48103	MONTRODAT
48104	NASBINALS
48105	NAUSSAC-FONTANES
48106	NOALHAC
48107	PALHERS
48108	LA PANOUSE
48110	PAULHAC-EN-MARGERIDE
48111	PELOUSE
48112	PIERREFICHE
48115	LE POMPIDOU
48116	PONT DE MONTVERT-SUD MONT LOZERE
48117	POURCHARESSSES

48119	PREVENCHERES
48121	PRUNIERES
48123	RECOULES-D'AUBRAC
48124	RECOULES-DE-FUMAS
48126	LACHAMP-RIBENNES
48127	MONTS-DE-RANDON
48128	RIMEIZE
48129	ROCLES
48130	ROUSSES
48131	LE ROZIER
48132	SAINT-ALBAN-SUR-LIMAGNOLE
48135	SAINT-ANDRE-CAPCEZE
48136	SAINT-ANDRE-DE-LANCIZE
48137	SAINT-BAUZILE
48138	SAINT-BONNET-DE-CHIRAC
48139	SAINT-BONNET-LAVAL
48140	SAINT-CHELY-D'APCHER
48141	MAS-SAINT-CHELY
48144	SAINTE-CROIX-VALLEE-FRANCAISE
48145	SAINT-DENIS-EN-MARGERIDE
48146	GORGES DU TARN CAUSSES
48147	SAINT-ETIENNE-DU-VALDONNEZ
48148	SAINT-ETIENNE-VALLEE-FRANCAISE
48149	SAINTE-EULALIE
48150	SAINT-FLOUR-DE-MERCOIRE
48151	SAINT-FREZAL-D'ALBUGES
48152	VENTALON EN CEVENNES
48153	SAINT-GAL
48155	SAINT-GERMAIN-DE-CALBERTE
48156	SAINT-GERMAIN-DU-TEIL
48157	SAINTE-HELENE
48158	SAINT-HILAIRE-DE-LAVIT
48160	SAINT-JEAN-LA-FOUILLOUSE
48161	SAINT-JUERY
48163	SAINT-JULIEN-DES-POINTS
48165	SAINT-LAURENT-DE-MURET
48166	CANS ET CEVENNES
48167	SAINT-LAURENT-DE-VEYRES
48168	SAINT-LEGER-DE-PEYRE
48169	SAINT-LEGER-DU-MALZIEU
48170	SAINT-MARTIN-DE-BOUBAUX
48171	SAINT-MARTIN-DE-LANSUSCLE
48173	SAINT-MICHEL-DE-DEZE
48174	SAINT-PAUL-LE-FROID
48175	SAINT-PIERRE-DE-NOGARET
48176	SAINT-PIERRE-DES-TRIPIERS
48177	SAINT-PIERRE-LE-VIEUX
48178	SAINT-PRIVAT-DE-VALLONGUE
48179	SAINT-PRIVAT-DU-FAU

48181	SAINT-SATURNIN
48182	SAINT-SAUVEUR-DE-GINESTOUX
48185	LES SALELLES
48187	LES SALCES
48188	SERVERETTE
48190	TERMES
48191	LA TIEULE
48192	TRELANS
48193	VEBRON
48194	VIALAS
48198	VILLEFORT